



# Conseil économique et social

Distr. générale  
13 mars 2019

Original : français

## Comité chargé des organisations non gouvernementales

Reprise de la session de 2019

16-24 mai et 14 juin 2019

**Rapports quadriennaux pour la période 2014-2017  
présentés par l'intermédiaire du Secrétaire général,  
en application de la résolution 1996/31 du Conseil  
économique et social, par les organisations  
non gouvernementales dotées du statut consultatif  
auprès du Conseil\***

**Note du Secrétaire général**

Additif

## Table des matières

	<i>Page</i>
1. Actions et interventions pour le développement et l'encadrement social. . . . .	2
2. Association pour les droits de l'homme et l'univers carcéral . . . . .	4
3. Association internationale droits de l'homme . . . . .	5
4. Association nationale pour l'évaluation environnementale . . . . .	7
5. Centre féminin pour la promotion du développement (CEFEPROD). . . . .	9
6. Comité catholique contre la faim et pour le développement . . . . .	10
7. Exchange and Cooperation Centre for Latin America (Centre d'échanges et de coperation pour l'Amérique latine) . . . . .	13
8. Groupe pivot/Droit et citoyenneté des femmes . . . . .	16
9. International Rainwater Harvesting Alliance . . . . .	18
10. Observatoire international pour la non-violence – Communes des Nations pour la paix .	19
11. Rassemblement des frères unis pour le développement socioculturel (RAFUDESC-BÉNIN) . . . . .	20

\* Les rapports présentés par les organisations non gouvernementales ne sont pas revus par les services d'édition.



## **1. Actions et interventions pour le développement et l'encadrement social**

Statut consultatif spécial : 2014

### **Introduction**

AIDES est une organisation non gouvernementale qui travaille ces quatre dernières années dans les opérations d'urgence, résiliences des personnes déplacées et retournées ainsi que les autochtones dans plusieurs provinces de la République Démocratique du Congo (notamment l'ex Katanga et le grand Kasai) sous financements des agences des Nations Unies, dont le Fonds Humanitaires de la République Démocratique du Congo, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), l'Organisation mondiale de la santé (OMS), l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), le Programme alimentaire mondial (PAM) et l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

### **Objectifs**

AIDES est une organisation non gouvernementale de droit congolais qui a pour mandat de contribuer à l'amélioration des conditions de vie des victimes des crises humanitaires et autres catastrophes ainsi que de participer au développement socio-économique des populations dans son rayon d'action. AIDES a été créée pour une durée indéterminée et exerce ses activités sur toute l'étendue de la République Démocratique du Congo. Toutefois, en cas de nécessité, elle peut les étendre au-delà des frontières nationales.

### **Changements à signaler**

Pas de changement à signaler.

### **Contribution à des activités des Nations Unies**

#### **AIDES a participé aux activités de Nations unies à travers :**

- La scolarisation des enfants autochtones, déplacés et retournés dans les provinces de Tanganyika (Nyunzu, Moba, Kalemie, Manono) et Haut Katanga (Pweto, Kipushi, Sakania et Kambove) ainsi que le Kasai (Tsikapa) en République Démocratique du Congo;
- La prise en charges médicales des déplacés et retournés : campagne de vaccination contre la rougeole et polio dans le Haut Katanga, Haut Lomami et Tanganyika ;
- La prévention et prise en charge des cas de choléra à Kalemie, Nyunzu, Ankoro et Manono (Tanganyika), Pweto (Haut Katanga) et Malemba, Mulongo et Mukanga (Haut Lomami) ;
- L'appui à l'autonomisation des ménages déplacés au travers la relance agricole de l'ex Katanga.

### **Participation à des réunions organisées par les Nations Unies**

AIDES participe régulièrement aux réunions de coordination humanitaire de Kinshasa, Tshikapa, Lubumbashi et Kalemie. AIDES a assuré la coordination humanitaire dans le Territoire de Pweto. Nous sommes également membre du Comité

Provincial Inter-Agences (CPIA) et du Comité Provincial Inter-Organisations (CRIO) de Kalemie et Lubumbashi.

### **Coopération avec des entités du système des Nations Unies**

Dans toutes ces interventions, AIDES travaille en partenariat avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), l'Organisation mondiale de la santé (OMS), le Programme alimentaire mondial (PAM), l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), et le Fonds Humanitaire de la République Démocratique du Congo.

### **Initiatives prises par l'organisation pour soutenir les objectifs du millénaire pour le développement/objectifs de développement durable Initiatives prises par l'organisation pour soutenir**

#### **Les objectifs du millénaire pour le développement / objectifs**

##### **Éducation :**

- Scolarisation de 120000 enfants déplacées dans leur propre pays (IDPs), retournés, réfugiés et rapatriés dans plus de 500 écoles dans plusieurs provinces de la République Démocratique du Congo ;
- Réintégration scolaire de 11 040 enfants vulnérables dans 368 écoles de Tanganyika (Moba, Kalemie, Nyunzu) et Haut Katanga (Kipushi, Kambove, Sakania et Pweto) ;
- Construction de 30 blocs de latrines VIP à 4 portes avec dispositifs de lavages de mains dans les écoles.

##### **Santé :**

- Prise en charge médicale de plus de 200 000 personnes déplacées dans leur propre pays (IDPs) et des personnes retournés de différentes provinces de la République Démocratique du Congo

##### **Cluster Sécurité Alimentaire (SECAL) :**

- 2 200 ménages de Manono, Ankoro, Province de Tanganyika et Malemba, Nkulu, Province de Haut Lomami et 1 760 ménages de Nyunzu appuyés.

##### **Distribution des FNI/AMEs et appui logistique des formations :**

- Distribution d'articles non alimentaires (NFI) à plus de 5 000 ménages bénéficiaires (en partenariat avec le HCR) ;
- Plus de 2000 abris ont été construits pour les personnes déplacées dans leur propre pays (IDPs) et plus de 5 000 ménages ont bénéficié d'articles non alimentaires (NFI) (en partenariat avec l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés) ;

##### **Eau, assainissement et hygiène (EAH) :**

- 1 000 latrines et 500 douches d'urgence ont été construits dans les sites de personnes déplacées dans leur propre pays (IDPs) ;

- Forage de plus de 100 puits d'eau dans l'ex Katanga ainsi que la réhabilitation de 180 puits ;
- Construction de 13 écoles et de 60 blocs de latrines.

## **2. Association pour les droits de l'homme et l'univers carcéral**

Statut consultatif spécial : 2014

### **Introduction**

L'Association pour les droits de l'homme et l'univers carcéral (ADHUC) est née le 4 août 1995, à Brazzaville. L'Association est une organisation non gouvernementale qui se consacre à la promotion, la défense et la protection des droits de l'homme, et notamment l'administration de la justice, avec un accent particulier sur les conditions de détention, que ce soit les détentions arbitraires ou l'utilisation de la torture.

### **Objectifs**

Pour la réalisation de ces programmes, l'ADHUC utilise plusieurs moyens :

- Organisation de séminaires, colloques, conférences, ateliers, conférences-débats ;
- Surveillance des violations des droits de l'homme et des actions de lobbying ;
- Publication du bulletin d'information pour la promotion et la défense des droits de l'homme ; et
- Appels urgents, communiqués de presse, etc.

### **Changements à signaler**

L'ADHUC a multiplié les partenariats et a développé ses activités. Elle a été active au niveau régional, en participant à la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples, et a travaillé à faire connaître le travail des Nations Unies au Congo.

### **Contribution à des activités des Nations Unies**

Le lundi 26 juin 2017, dans le cadre de la célébration de la Journée internationale pour le soutien aux victimes de la torture, l'ADHUC a publié un rapport sur la torture au Congo afin de sensibiliser les autorités et l'opinion publique. En 2015, l'ADHUC s'est focalisée sur l'évaluation de la mise en œuvre de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants pour donner suite à la présentation par la République du Congo de son rapport initial au Comité contre la torture.

### **Participation à des réunions organisées par les Nations Unies**

Aucune information fournie.

### **Coopération avec des entités du système des Nations Unies**

- Le 21 Juin 2016, l'ADHUC s'est entretenu avec M. Mutoy Mubiala (spécialiste des droits de l'homme, section Afrique II au Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme à Genève, Suisse) et M<sup>me</sup> Taiyou T. Njende (assistante de programme Droits de l'homme, au Centre pour les droits de

l'homme et la démocratie en Afrique centrale du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme à Yaoundé/Cameroun) en mission d'évaluation de la situation des droits de l'homme en République du Congo. L'entretien s'est déroulé au siège de l'ADHUC et s'est centrée sur les conditions de détention (arrestation/détention) en République du Congo.

- En Octobre 2017, l'ADHUC a organisé la formation des enquêteurs sur la collecte d'information sur les avancées réalisées par le gouvernement dans le cadre des recommandations de l'Examen Périodique Universel (EPU) du Congo de 2013. Le but étant de pouvoir par la suite rédiger le rapport de l'EPU de 2018.
- Le 8 Décembre 2017, l'ADHUC a organisé une conférence de presse au Centre d'Information des Nations Unies (CINU) sur la thématique des réfugiés rwandais.

### **Initiatives prises par l'organisation pour soutenir les objectifs du millénaire pour le développement / objectifs de développement durable**

L'ADHUC a mené des activités de sensibilisation autour des objectifs du développement durable (ODD), notamment l'ODD16 : Paix, justice et institutions efficaces. Dans le cadre de la célébration de la journée internationale des droits de l'homme, une conférence – débat a été organisée le samedi 10 Décembre 2016 sous le patronage du Ministre de la justice, des droits humains et de la promotion des peuples autochtones.

## **3. Association Internationale droits homme**

Statut consultatif spécial : 2014

### **Introduction**

L'Association Internationale des droits de l'homme (AIDH) est une Association à but non lucratif, créée en 1998 en France. L'A.I.D.H est enregistrée à la Sous-préfecture de Saint-Germain- en-Laye depuis 2009 sous le N°W743000320 – France. Présidée par sa Fondatrice Françoise Guena Traverso, juriste spécialisée en droits de l'homme, l'Association est composée d'un bureau exécutif, des membres d'honneur, de parrains et marraines, d'ambassadrices, d'adhérents, de partenaires, de correspondants et de sympathisants à travers le monde.

### **Objectifs**

Les multiples actions organisées sur le terrain par l'Association Internationale des Droits de l'Homme contribuent à l'information et la vulgarisation des droits de l'homme notamment, ceux des femmes et des enfants. Cette vulgarisation se fait à travers des conférences, séminaires, colloques ainsi que des tables rondes sur les problématiques humaines. Le but ultime étant l'amélioration des conditions de vie des personnes vulnérables dont les femmes et les enfants en particulier. Les objectifs visés par l'Association sont entre autres :

- L'Égalité des Droits femme-homme dans toutes les sphères de vie.
- La lutte contre les violences à l'égard des femmes.
- La formation et l'accompagnement des femmes victimes de violence.
- L'entrepreneuriat féminin.

### **Changements à signaler**

Pas de changement à signaler.

### **Contribution à des activités des Nations Unies**

Malgré certaines difficultés financières, l'Association contribue néanmoins aux diverses actions de l'ONU par :

- Une contribution écrite de l'Association lors de la 54<sup>ème</sup> session de la Commission du développement social de l'ONU sur les droits des réfugiés et demandeurs d'asile en Novembre 2015.
- Une intervention orale et écrite de l'Association à la 59<sup>ème</sup> Session de la Commission de la condition de la femme, du 9 au 20 Mars 2015, sur les droits des femmes en situation d'handicap.

### **Participation à des réunions organisées par les Nations Unies**

- Participation de l'Association à la Conférence de l'ONU sur l'Éducation à la Citoyenneté Mondiale. Cette conférence s'est tenue du 30 mai au 1er juin 2016 à Séoul, République de Corée.
- L'Association a également pris part à la 60<sup>ème</sup> Session de la Commission de la condition de la femme (CSW) à New York, du 13 au 24 mars 2016.
- Elle a aussi participé à la session de la Commission du développement social tenue à New York, du 2 au 14 Février 2016.
- Le 25 février 2016, l'Association a participé à la réunion tenue au Bureau des Nations Unies à Genève, sous la présidence du Directeur général de l'Office des Nations Unies à Genève avec les organisations non gouvernementales. Cette réunion portait sur les priorités de l'ONU pour 2016, et le renforcement de l'engagement des organisations non gouvernementales.
- L'Association a participé à la 59<sup>ème</sup> Session de Session de la Commission de la condition de la femme (CSW) à New York du 9 au 20 mars 2015.

### **Coopération avec des entités du système des Nations Unies**

L'Organisation n'a malheureusement pas, voire très peu collaboré avec les organes de l'ONU à cause des difficultés rencontrées sur le terrain.

### **Initiatives prises par l'organisation pour soutenir les objectifs du millénaire pour le développement / objectifs de développement durable**

L'Association a pris diverses initiatives concernant la promotion des droits des femmes et la lutte contre les violences faites aux femmes et a axé ses actions depuis de nombreuses années sur l'Objectif du Millénaire pour le développement (OMD) 3. Ces actions passent par des campagnes de sensibilisation contre les violences à l'égard des femmes, aux conférences et colloques organisés sur les thématiques des droits des femmes dans toutes les sphères de vie :

- Un dîner débat sur la place de la femme au sein de nos sociétés a été organisé le 8 mars 2017 ;
- Une campagne de sensibilisation autour de l'enfant et la mère a été organisé à Paris du 1er au 30 juin 2015.

- L'Association a pris part à la campagne Orange de l'ONU-Femmes en Novembre 2015.
- L'Association a également organisé des colloques sur la crise migratoire à Paris le 6 novembre 2015.
- Un colloque a été organisé à Paris-Dauphine sur la crise humanitaire en République Centrafricaine, le 6 Avril 2014.

#### **4. Association Nationale pour l'Évaluation environnementale**

Statut consultatif spécial : 2014

##### **Introduction**

L'ANEE est une Organisation non gouvernementale (ONG), nationale, apolitique et à but non lucratif. Elle est agréée, en vertu de l'Arrêté ministériel n° 0332/CAB/MIN/J/2007 du 17 novembre 2007 accordant la personnalité juridique à l'association nationale pour l'évaluation environnementale de la République démocratique du Congo (RDC) et est publié dans le journal officiel de la Présidence de la République démocratique du Congo (RDC). L'ANEE est membre des organisations internationales de l'évaluation environnementale qui sont entre autres :

- Le Secrétariat International Francophone à l'Évaluation Environnementale « SIFEE » en sigle siégeant à Montréal, au Canada.
- L'Association d'Évaluation Environnementale et Biodiversité du Canada (AEEB).
- La Famille Thématique d'Évaluation Environnementale de l'Agence Internationale, « ADIE », siégeant au Gabon.
- Membre de l'Association québécoise pour l'Évaluation d'Impacts depuis 2011 siégeant au Canada.
- Membres des organisations non gouvernementales ayant le statut consultatif auprès du Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC), siégeant à New York (Nations unies) depuis 2014.
- L'ANEE est accréditée à la Convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification depuis 2017.
- L'ANEE est accréditée à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) depuis 2017.
- L'ANEE est membre de l'Union européenne du Partenariat pour les Forêts du Bassin du Congo, Commission Européenne dont le siège est à Bruxelles, Belgique depuis, 2017.

##### **Objectifs**

Nos objectifs sont les suivants.

- Protection et gestion de l'environnement du point de vue intégral.
- Réalisation d'études d'impacts.

- Contribution au renforcement des capacités en évaluation environnementale comme instrument de l'amélioration du processus décisionnel et de la bonne gouvernance.
- Élaboration d'études et termes de référence dans le domaine de l'environnement et autres.
- Sensibilisation des pouvoirs publics, du secteur privé et de la société civile sur la pertinence et la nécessité de l'évaluation environnementale et les autres enjeux environnementaux et sociaux.
- Contribution à la formation de la société civile en vue de sa participation efficace aux audiences publiques dans le contexte de l'évaluation environnementale.
- Contribution à l'information et la formation permanentes des professionnels ainsi que de la partie prenante.
- Favoriser les échanges entre professionnels afin de garantir le recours aux bonnes pratiques et l'observation des règles de rigueur scientifique, de déontologie et d'éthique dans la réalisation de l'évaluation environnementale.
- Mise sur pied de l'étude de la bioénergie en République démocratique du Congo (RDC) dans la ville de Kikwit, Kinshasa et Matadi.
- Organisation sur le territoire national de séminaires, débats et colloques nationaux et internationaux sur les thèmes relatifs à l'évaluation environnementale.
- Réalisation d'études environnementales, plans de gestion environnementale, suivi environnemental et tableau de bord environnemental.
- Œuvrer pour la coopération sous régionale et internationale dans le domaine de l'évaluation environnementale.
- Contribuer à l'information et la formation permanentes en méthodes et outils de gestion durable des ressources naturelles. et
- Assurer la concertation et l'utilisation rationnelle des ressources naturelles par la participation de la population, etc.

#### **Changements à signaler**

Pas de changement à signaler.

#### **Contribution à des activités des Nations Unies**

Aucune information fournie.

#### **Participation à des réunions organisées par les Nations Unies**

- Du 10 au 12 juin 2014 à New York, à la septième Conférence des États parties à la Convention relative aux droits des personnes handicapées.
- Du 21 au 30 juin 2014, à la session ordinaire du Comité chargé des organisations non gouvernementales. Cependant, nous avons manqué plusieurs formations par manque de financement.



### **Coopération avec des entités du système des Nations Unies**

Depuis le 21 juillet 2016, nous sommes membre de la Convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification. Nous sommes également membre de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC).

### **Initiatives prises par l'organisation pour soutenir les objectifs du millénaire pour le développement / objectifs de développement durable**

Nous avons installé dans les centres de santé de la République démocratique du Congo (RDC) des générateurs d'eau atmosphériques accouplées à l'énergie photovoltaïque. Nous avons également mis sur pied une gestion commune de ressource en utilisant le critère de durabilité de l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et surtout la transparence et la gouvernance sur l'utilisation de la bioénergie en République démocratique du Congo (RDC).

## **5. Centre Féminin pour la Promotion du Développement (CEFEPD)**

Statut consultatif spécial : 2002

### **Introduction**

Le Centre Féminin pour la Promotion du Développement (CEFEPD) est une organisation de soutien et de supervision, apolitique et à but non lucratif de droit camerounais. Il a été créé en 1993 et légalisé en 1999. Le CEFEPD entretient des relations non seulement avec tous les autres liens avec la société civile (organisations non gouvernementales, associations, collectivités locales, secteur privé, etc.), mais également avec les gouvernements, les partenaires bilatéraux et la coopération multilatérale, les organisations régionales et sous-régionales, les organisations internationales et les partenaires financiers étrangers afin d'améliorer les conditions de vie de la population cible de femmes, d'hommes et de jeunes.

### **Objectifs**

Le CEFEPD a pour but de promouvoir le développement au triple plan social, économique et culturel des femmes et jeunes en difficultés d'insertion et de réinsertion. Ceci par les actions de formation, d'information, de recherche, des conseils et des appuis pour un développement endogène. De plus, le CEFEPD a comme objectif de surtout aider certains acteurs de développement, organisations non gouvernementales, associations, collectivités territoriales décentralisées (communes) dans une dynamique globale de développement intégrant : les études socioéconomiques diverses ; le montage des projets sociaux et économiques ; la recherche des financements et de partenariats ; l'appui institutionnel et organisationnel.

### **Changements à signaler**

Pas de changement à signaler.

### **Contribution à des activités des Nations Unies**

Durant ces quatre dernières années, le CEFEPROD a poursuivi la mise en œuvre de ses activités :

- Par l'organisation le 26 et 27 juillet 2016 d'un Forum sur le Thème : « Autonomisation de la Femme par le Développement de l'Économie Numérique » en partenariat avec ONU-Femmes et l'Union internationale des télécommunications (UIT).
- Participation du CEFEPROD aux sixièmes Assises de la transformation digitale en Afrique, à Bercy en France.
- Participation à la Conférence Afrique centrale sur le thème : L'Économie numérique en Afrique Centrale : État de lieux et défis dans un monde globalisé, organisé par l'Union internationale des télécommunications (UIT) Afrique Centrale.
- Adhésion du CEFEPROD au Réseau Femmes Leaders Mondiales.
- Organisation d'un gala de charité intitulé « Sauvez le Cœur des Femmes » relatif à la prévention contre les maladies cardio vasculaire.
- Le CEFEPROD a organisé en date du 30 septembre 2014, un atelier relatif à l'examen et l'évaluation nationale de la mise en œuvre de Déclaration et le Programme d'action de Beijing sur le thème « Beijing : 20 ans après », avec l'appui d'ONU-Femmes.
- Le CEFEPROD a été finaliste lors de la quatorzième édition du Prix « Gender Equality and Mainstreaming Technology » (GEM-TECH). Il s'agit du prix mondial destinée à promouvoir l'égalité hommes-femmes dans le secteur des technologies récompensé par l'Union internationale des télécommunications (UIT) et ONU-Femmes.

### **Participation à des réunions organisées par les Nations Unies**

Le CEFEPROD a participé à la cinquante-neuvième et soixantième session de la Commission de la condition de la femme, au Forum IGF Afrique Centrale et à une réunion de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) à Genève.

### **Coopération avec des entités du système des Nations Unies**

Le CEFEPROD a coopéré avec l'Union internationale des télécommunications (UIT), l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et ONU-Femmes.

### **Initiatives prises par l'organisation pour soutenir les objectifs du millénaire pour le développement/objectifs de développement durable**

Aucune information fournie.

## **6. Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement**

Statut consultatif spécial : 1998

## **Introduction**

Le CCFD soutient des acteurs locaux du développement dans les pays du Sud, pour lutter contre les causes profondes de la faim, les inégalités et la pauvreté, en agissant directement sur les conditions de vie des plus pauvres et en modifiant durablement les structures de la société. Le CCFD finance 753 projets dans 63 pays du Sud et de l'Est.

## **Objectifs**

Première association française de développement, le CCFD lutte durablement contre la faim en s'attaquant aux causes des plus locales aux plus globales en s'appuyant sur les 3 leviers suivants : l'appui aux partenaires, l'éducation au développement et le plaidoyer.

## **Changements à signaler**

Pas de changement à signaler.

## **Contribution à des activités des Nations Unies**

- De 2014 à 2017, le CCFD a soutenu entre autres les partenaires suivants :
- Centro de Derechos Humanos Fray Bartolomé de las Casas, une organisation au Mexique qui vise à renforcer les processus d'organisation sociale au Chiapas en faveur de la défense et l'exercice des droits humains et en particulier des droits des peuples indigènes.
- SERAPAZ, une organisation au Mexique qui a développé une méthodologie de « transformation positive des conflits » en vue de renforcer les capacités des communautés à faire face aux enjeux du territoire.
- PIJCA en République centrafricaine, organisation qui rassemble de nombreuses associations de jeunes catholiques, protestants et musulmans qui défendent une société plurielle et respectueuse des identités culturelles et religieuses des uns et des autres.
- MAPTO au Togo, une organisation qui renforce les pratiques agros écologiques à hautes valeurs environnementales des 230 coopératives agricoles membres et promeut la diversification des activités au sein des exploitations.

## **Participation à des réunions organisées par les Nations Unies**

En 2014, le CCFD a participé à :

- La 41<sup>e</sup> session du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) du 13 au 17 octobre 2014, et a suivi la table ronde sur les pertes et gaspillages de nourriture dans le contexte de systèmes alimentaires durables.
- La vingtième session de la Conférence des parties (COP20) à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) à Lima du 1<sup>er</sup> au 10 décembre 2014. Le CCFD s'est engagé sur le suivi des enjeux de sécurité alimentaire pour un futur Accord de Paris.
- La Conférence de Bonn sur les changements climatiques du 4 au 15 juin 2014, en suivant des négociations entre États, en participant aux réunions d'échanges avec d'autres organisations de la société civile accréditées ainsi qu'à diverses rencontres avec les décideurs.

En 2015, le CCFD a participé à :

- La conférence de négociations en amont de la Conférence internationale sur le financement du développement à Addis-Abeba, du 12 au 16 avril 2015 à New York.
- L'intersession de négociation sur le changement climatique à Bonn du 1er au 11 juin 2015, ainsi qu'aux travaux de la 42e session de l'Organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique (SBSTA) dans le domaine de l'agriculture.
- La Conférence pour le Financement du développement du 13 au 16 juillet 2015 à Addis Abeba.
- La 42e session du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) du 12 au 15 octobre 2015 et a en particulier été impliqué sur le suivi du groupe de travail à composition non limitée sur la mise en place d'un cadre de référence de suivi des décisions du CSA (surveillance).
- Aux négociations qui se sont tenues durant la 21e session de la Conférence des parties (COP21) à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) dans le cadre de l'adoption de l'Accord de Paris en décembre 2015.

En 2016, le CCFD a participé :

- Au groupe de travail sur le mécanisme de suivi du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) au cours de la 43e session du 17 au 21 octobre 2016.
- À la 22e session de la Conférence des parties (COP22) à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) organisée à Marrakech du 7 au 18 novembre 2016.
- Le CCFD a participé à la Conférence sur les droits de l'homme du 24 au 28 octobre 2016 à Genève et aux négociations portant sur l'élaboration d'un instrument international contraignant sur les entreprises transnationales et autres entreprises et les droits humains.

En 2017, le CCFD a participé :

- À l'intersession de négociations de la Convention Cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) du 8 au 12 mai 2017.
- À la 43e session du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) du 9 au 13 octobre 2017 à Rome. Le CCFD-Terre Solidaire a été très impliqué sur l'évaluation du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) puisque que l'organisation a accueilli et animé la réunion entre les évaluateurs et les organisations de la société civile française.
- À la 23e session de la Conférence des parties (COP23) à la Convention cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) à Bonn du 6 au 17 novembre 2017.

### **Coopération avec des entités du système des Nations Unies**

Au cours de ces années, le CCFD n'a pas mené d'actions avec les agences de l'ONU.

## **Initiatives prises par l'organisation pour soutenir les objectifs du millénaire pour le développement / objectifs de développement durable**

### **Élimination de l'extrême pauvreté et la faim :**

- Le CCFD soutient le GDAP en Centrafrique pour relancer la petite agriculture vivrière et aussi faciliter la réintroduction d'élevage.

Assurer le plein-emploi et la possibilité pour chacun, y compris les femmes et les jeunes, de trouver un travail décent et productif :

- Le CCFD soutient YRDP (Youth Resource Development Program) sur l'insertion économique des jeunes en milieu urbain au Cambodge. YRDP travaille depuis plus de vingt ans à la formation extra-professionnelle des lycéens et étudiants en matière d'analyse sociale et d'entrepreneuriat afin de faciliter leur insertion économique tout en soutenant l'expression d'une citoyenneté active des jeunes actifs.

Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes :

- Le CCFD soutient l'initiative de Actoras de Cambio qui cherche à rompre le silence et combattre l'impunité autour des crimes sexuels commis contre des femmes pendant le conflit armé au Guatemala.

Mettre en place un partenariat mondial pour le développement :

Le CCFD a effectué un travail d'influence vis à vis des pouvoirs publics français dans le cadre de l'élaboration des objectifs de développement durable (ODD), et en particulier de l'Objectif de développement durable 2 (ODD2) en 2014 et 2015. Au sein du Groupe Interministériel pour la sécurité alimentaire, le CCFD a également contribué à la réflexion de la France sur l'évaluation de l'Objectif de développement durable 2 en 2017.

## **7. Exchange and Cooperation Centre for Latin America (Centre d'Échanges et Cooperation Pour L'Amérique Latine)**

Statut consultatif spécial : 2002

### **Introduction**

CECAL est une organisation internationale à but non lucratif, organisée sous forme corporative et régie par les art. 60 et suivants du code civil suisse. Elle dispose du statut consultatif -catégorie spéciale- auprès du Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC), de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) et observateur auprès de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI). Son siège principal se trouve à Genève.

### **Objectifs**

Les objectifs de l'organisation sont :

- Participer à des projets et/ou programmes d'échanges commerciaux et de coopération en collaboration avec des institutions publiques et privées dans les pays latino-américains ;

- Promouvoir, orienter et conseiller, en Suisse et à l'étranger, les initiatives individuelles ou collectives dans tous les domaines de la coopération et du commerce international ;
- Représenter les institutions latino-Américaines auprès des institutions européennes et organisations internationales ;
- Promouvoir toutes les recherches et études utiles dans le domaine de la coopération et/ou du commerce, soit de sa propre initiative, soit sur mandat des institutions ;
- Promouvoir, soutenir, constituer et diriger des projets des institutions publiques et/ou privées qui se réalisent au niveau national ou international ;
- Maintenir un service permanent de renseignements concernant les activités liées aux pays latino-Américains et européens ;
- Organiser des stages de formation, cours de perfectionnement en collaboration avec d'autres institutions intéressées ;
- Atteindre tous les autres objectifs non expressément indiqués dans les paragraphes précédents, mais susceptibles de promouvoir la réalisation de toute activité en rapport avec les relations institutionnelles des pays.

#### **Changements à signaler**

Pas de changement à signaler.

#### **Contribution à des activités des Nations Unies**

Entre 2014 et 2017, CECAL a participé aux 103<sup>ème</sup>, 104<sup>ème</sup>, 105<sup>ème</sup> et 106<sup>ème</sup> sessions de la Conférence internationale du travail qui se sont déroulées à Genève, Suisse. Dans le cadre de ces sessions, les délégués du CECAL sont intervenus dans les comités techniques et ont coordonné des actions avec d'autres entités de la société civile. Le Président du CECAL a donné un discours auprès de la plénière des délégués pour discuter le rapport du Directeur général (pendant 5 minutes, selon le temps réglementaire) et son discours fait partie des actes finaux publiés par l'Organisation internationale du Travail (OIT).

#### **Participation à des réunions organisées par les Nations Unies**

CECAL a participé aux diverses conférences et comités techniques des organisations internationales à Genève (Conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement, l'Organisation mondiale de la propriété Intellectuelle, l'Organisation mondiale du commerce).

#### **Coopération avec des entités du système des Nations Unies**

CECAL a participé aux diverses conférences internationales organisées à Genève dans le cadre de la Conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement (CNUCED), l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI), l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

Ainsi CECAL a participé, entre autres, au Forum public de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en septembre 2016 à Genève. L'Organisation a participé également aux assemblées des États membres de l'Organisation mondiale

de la propriété intellectuelle (OMPI) durant la cinquante-sixième série de réunions en octobre 2016 à Genève.

CECAL participe de manière permanente à toutes les réunions officielles programmées par les organisations internationales à Genève. Avec ses publications CECAL essaye de contribuer au développement des activités des opérateurs de l'Amérique latine.

### **Initiatives prises par l'organisation pour soutenir les objectifs du millénaire pour le développement/objectifs de développement durable**

CECAL promeut le développement économique pour réduire les écarts entre pays riches et pauvres et à l'intérieur des pays. Dans le cadre de ses activités, CECAL a créé deux sites Internet [www.geotradeshop.net](http://www.geotradeshop.net) et [www.attorney-network.net](http://www.attorney-network.net) afin de faciliter les services des opérateurs (associations, petites et moyennes entreprises, centres de recherches, etc.) liés aux relations économique financières des pays de l'Amérique latine avec l'Europe.

CECAL agit en tant que promoteur et défenseur des droits fondamentaux en utilisant les diverses collaborations avec organismes publics et missions diplomatiques.

CECAL a organisé divers Conférences sous les auspices du Consulat général du Pérou à Genève et destiné aux ressortissants latino-américains résidant en Suisse :

- « Le divorce en Suisse et en France et sa reconnaissance en Amérique latine », 9 mars 2016
- « La création d'entreprises en Suisse, en Espagne et au Pérou », le 19 mai 2016.

CECAL a organisé des cours et séminaires et créé une plateforme pour les échanges académiques et de recherche entre ses membres.

- « Cours pratiques du droit suisse pour résoudre les problèmes quotidiens », Programme de formation 2016, Genève – Suisse (droit de la famille, des entreprises et droit international)
- « Programme de formation de comptabilité, finances et droit », juin-décembre 2018.

CECAL contribue à la formation et au développement professionnel des diplômés universitaires à travers de stages. Un stagiaire par année est accueilli au CECAL pour développer les atouts de la Genève Internationale (Diplomatie multilatérale, programmes des réunions des organisations internationales, etc.).

CECAL participe en tant que Conférenciers dans les activités d'organismes en Suisse :

- « Programme de formation de comptabilité, finances et droit », juin-décembre 2018.
- « Opportunités d'investissements et de commerce avec le Pérou », 9 décembre 2016, Chambre de commerce et de l'industrie de Genève en collaboration avec le Bureau Commercial du Pérou en Suisse et l'Ambassade du Pérou en Suisse.
- « Les mécanismes de paix en Amérique latine et en Espagne », 10 novembre 2016, dans le cadre du programme de la « Semaine de la Paix à Genève », organisée par l'Office des Nations Unies (<http://www.genevapeaceweek.ch>).

## **8. Groupe Pivot / Droit et Citoyenneté des Femmes**

Statut consultatif spécial : 2006

### **Introduction**

Le Groupe Pivot/Droits et Citoyenneté des Femmes est la formalisation d'une coalition de huit associations et organisations non gouvernementales, regroupées autour du projet Droits et Citoyenneté des femmes en Afrique francophone dont les activités couvrent l'ensemble du territoire du Mali. Nos domaines d'interventions sont le plaidoyer/lobbying, la formation, l'information, la sensibilisation, l'éducation à la citoyenneté et vulgarisation du droit des femmes.

### **Objectifs**

Le but du GP/DCF est de contribuer à accroître le respect des droits des femmes et leurs participations à la vie publique à travers trois enjeux : l'égalité homme/femme et fille/garçon au sein de la famille ; la lutte contre les violences faites aux femmes et la Citoyenneté des femmes et leur participation au pouvoir.

Les Objectifs sont :

- De promouvoir, protéger et défendre les droits des Femmes et des filles en particulier et celui de l'homme en général ;
- Renforcer les capacités institutionnelles et d'intervention du GP/DCF et de ses membres dans la promotion et la protection des droits des femmes ;
- Appuyer les femmes à la maîtrise de leurs droits et à l'exercice plein de leur citoyenneté pour une participation accrue à la gestion des affaires publiques ;
- Établir et renforcer les liens de collaboration, d'échange et d'alliance stratégique au niveau national et sous régional avec les collectifs et réseaux autour des objectifs/actions de promotion, de protection et de défense des droits et de la citoyenneté des femmes.

### **Changements à signaler**

Pas de changement à signaler.

### **Contribution à des activités des Nations Unies**

Projet de sensibilisation en vue des élections couplées communales, régionales et du district de Bamako dans les cercles de Dioila, Kalanbakoro, Banamba, Sanankoroba, Siby et Baguineda/PNUD Papem en 2015.

Projet « Justice, Prévention et Réconciliation pour les femmes, mineurs et autres personnes affectées par la crise au Mali (JUPREC) » 2015-2017.

Projet « Plate-forme de Veille des Femmes pour des Élections équitables et sans violence au Mali » ONU-Femmes.

Projet « Mobiliser en faveur des Droits et de la Santé Sexuelle et Reproductive : une Alliance pour les femmes et les adolescentes d'Afrique de l'Ouest » Equilibre Population « EQUIPOP », 2016-2017

Projet « renforcement des Capacités des Femmes et des Jeunes pour leur Implication à la Justice Transitionnelle », 2015.



### **Participation à des réunions organisées par les Nations Unies**

58<sup>ème</sup> session de la Commission de la condition de la femme : « Les défis et les réalisations dans la mise en œuvre des Objectifs du millénaire pour le développement pour les femmes et les filles » siège des Nations Unies, New York, 10-21 mars 2014.

Atelier thématique du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) intitulé « Renforcement de la crédibilité et de l'acceptation des processus électoraux : Le rôle des parties prenantes aux élections et des administrations électorales », Amman (Jordanie), 7-11 Avril 2014.

41<sup>ème</sup> session de la conférence des Chefs d'Etat et de gouvernement de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) : « Parapher l'Acte additionnel [A.02/05/15](#) relatif à l'égalité des droits entre les femmes et les hommes pour le développement durable dans l'espace CEDEAO », Accra (Ghana), le 19 Mai 2015.

59<sup>ème</sup> session de la Commission de la condition de la femme : « examen des progrès réalisés dans l'application de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing » siège des Nations Unies, New York, 9-20 mars 2015.

60<sup>ème</sup> de la Commission de la condition de la femme : « Autonomisation des femmes et lien avec le développement durable » siège des Nations Unies, New York, 14-24 mars 2016.

Réunion périodique des experts et ministres en charge du genre et de la femme : « Les priorités des États membres de la CEDEAO dans le contexte de la mise en œuvre de l'acte additionnel EFH pour le développement durable dans l'espace CEDEAO par rapport aux ODD et à l'agenda 2063 de l'Union africaine », Commission genre et affaires sociales de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), Abidjan, Côte d'Ivoire 7-10 Février 2017/CECI.

61<sup>ème</sup> session de la Commission de la condition de la femme : « l'autonomisation économique des femmes dans un monde du travail en pleine évolution » Siège des Nations Unies, New York 13-24 mars 2017.

### **Coopération avec des entités du système des Nations Unies**

- Sensibilisation des Populations sur l'importance du RAVEC : Cercle de Kati et Commune 3, Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)-Papem. 2014.
- Conférence-débat avec les femmes : Appropriation du contenu de l'Accord d'Alger sur l'ensemble du territoire 2016, la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA).

### **Initiatives prises par l'organisation pour soutenir les objectifs du millénaire pour le développement / objectifs de développement durable**

Participation au processus d'élaboration de l'avant-projet de la loi relative aux violences basées sur le genre pour son adoption.

Participation aux activités du groupe des partenaires pour identifier les typologies et l'analyse comparative de la prise en compte des violences basées sur le genre dans le Code pénal malien.

Participation à la table ronde des forces vives sur le projet d'accord issu du processus d'Alger.

Diffusion de l'Acte additionnel sur l'égalité de droit entre les femmes et les hommes pour un développement durable dans l'espace de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) de la résolution 1325 du Conseil de sécurité.

Participation à l'atelier de présentation du programme « Femmes, Paix et sécurité » d'ONU-Femmes.

## **9. International Rainwater Harvesting Alliance**

Statut consultatif spécial : 2010

### **Introduction**

L'eau de pluie est une ressource de bonne qualité, disponible gratuitement et se révèle être un outil durable, tant en matière d'accès et de mise à disposition d'une ressource de qualité et quantité suffisante, que d'adaptation aux changements climatiques. La pluie, considérée comme une nuisance et une menace, devient ainsi un instrument de résilience et un levier de développement puissant notamment dans les pays faisant face à des épisodes climatiques extrêmes.

### **Objectifs**

L'Alliance internationale pour la gestion de l'eau de pluie est une organisation non gouvernementale basée depuis 2002 à la Maison internationale de l'environnement à Genève. L'IRHA met en œuvre des projets de développement dans les pays du Sud, afin d'améliorer la santé, les conditions de vie et la résilience des communautés et des écosystèmes face au changement.

Le mandat de l'IRHA se concentre sur la mise en place de solutions concrètes sur le terrain, sur la sensibilisation et la formation à la gestion de cette ressource en eau ainsi que sur la promotion à haut niveau de la pertinence d'une gestion intégrée de cette ressource et ce en réponse à l'atteinte des Objectifs du développement durable (ODD3,4, 5, et 6, 11, 13 et 17).

### **Changements à signaler**

Des changements importants sont survenus au cours de la période 2014-2017 pour notre organisation. En 2016, l'Assemblée générale a nommé M. Sylvestre entant que directeur à la suite du départ de M<sup>me</sup> Monta ancienne Directrice de l'IRHA. Une nouvelle équipe assure depuis 2017 le développement de l'organisation. Afin de bien encadrer son action, l'IRHA a élaboré une stratégie 2018-2020 et défini plus précisément ses besoins en financement. En 2017, la gestion de l'association a évolué et les activités ont repris.

### **Contribution à des activités des Nations Unies**

IRHA a participé à un certain nombre d'événements organisés par les Nations Unies suivant les thématiques d'interventions de l'organisation. Notre organisation entretient des liens forts avec le Département eau, assainissement et hygiène (EAH/WASH) de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS).

### **Participation à des réunions organisées par les Nations Unies**

IRHA a participé à différentes réunions relatives aux organes subsidiaires du Conseil économique et social (ECOSOC).

### **Coopération avec des entités du système des Nations Unies**

- 2014-2017 : Collaboration (informelle) avec le Département eau, assainissement et hygiène (EAH/WASH) de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) afin d'établir des standards de qualité.
- En 2017 collaboration étroite avec le SDG Lab.

### **Initiatives prises par l'organisation pour soutenir les objectifs du millénaire pour le développement/objectifs de développement durable**

Notre action repose sur la mise en œuvre de projets de gestion de l'eau de pluie dans les pays en développement où l'accès à l'eau potable et la vulnérabilité face au changement climatique sont des problèmes journaliers, impactant directement et de manière négative la vie de milliers de femmes et d'enfants. La réponse de l'IRHA s'articule autour d'une stratégie en 4 axes : (1) Eau de pluie pour Eau, Hygiène et Assainissement (EHA/WASH) ; (2) Eau de pluie pour l'adaptation aux changements climatiques et pour la sécurité alimentaire ; (3) Eau de pluie pour genre et jeunes ; et (4) Eau de pluie pour la sensibilisation.

Notre intervention s'articule autour de 3 composantes : 1) mise en place de projets ; 2) renforcement des capacités ; et 3) appui au développement de politique de gestion intégrée des ressources naturelles.

- 2013-2014 : Projet d'approvisionnement en eau, assainissement, hygiène dans deux écoles (Sénégal).
- 2013-2015 : Projet d'approvisionnement en Eau, Assainissement, Hygiène dans deux écoles (Népal).
- 2014-2015 : Projet d'approvisionnement en Eau, Assainissement, Hygiène dans quatre écoles (Népal) ; Projet d'approvisionnement en Eau, Assainissement, Hygiène dans cinq écoles (Mexique).
- 2015-2016 : Projet en appui aux sinistrés du séisme (Népal).
- 2016 : Projet d'approvisionnement en eau, assainissement, hygiène dans une école (Népal).
- 2017 : Projet d'approvisionnement en eau, assainissement, hygiène dans deux écoles (Népal) ; Projet en appui aux sinistrés du séisme – six camps de personnes déplacées dans leur propre pays (IDP) et deux écoles (Népal).

## **10. Observatoire International pour la Non Violence – Communes des Nations pour la Paix**

Statut consultatif spécial : 2014

### **Introduction**

Nous appelons à la création de l'Assemblée internationale des maires, qui participera chaque année aux Nations Unies, avec notre organisation, afin de présenter

leurs préoccupations et leur travail pour enrayer le flux de migrants, car nous travaillons avec et pour les migrants. Nous avons rencontré des maires de différents pays : Angleterre, Argentine, Bénin, Brésil, Bulgarie, Burkina Faso, Cameroun, Réunion, Niger, Portugal, Roumanie, Sénégal, Taiwan, Province de la République populaire de Chine et des États-Unis, qui sont tous unanimes dans leur préoccupation concernant la migration.

### **Objectifs**

Promouvoir et développer des données juridiques et sociales afin de contribuer à la prévention de la délinquance, de l'accès à la citoyenneté, de la lutte contre la discrimination, la violence, le terrorisme, la drogue et le harcèlement sexuel et de promouvoir une culture de la paix, de la tolérance et de la solidarité. L'Organisation n'a aucune implication politique, syndicale, religieuse, confessionnelle, ethnique, tribale, communautaire ou raciale.

### **Changements à signaler**

Aucune information fournie.

### **Contribution à des activités des Nations Unies**

Business Action to Stop Counterfeiting and Piracy (BASCAP) de la Chambre de commerce international et projets spéciaux G20 en octobre 2016.

### **Participation à des réunions organisées par les Nations Unies**

Aucune information fournie.

### **Coopération avec des entités du système des Nations Unies**

Aucune information fournie.

### **Initiatives prises par l'organisation pour soutenir les objectifs du millénaire pour le développement/objectifs de développement durable**

Le 15 janvier 2016, nous avons signé la Charte des communes des Nations pour la paix, pour le développement commun des communes, avec Gerald Martinez, maire de Saint Léger les Mèlèze, station de ski d'Alpes Sud où le problème de la drogue est aussi un fléau. Le 6 juillet 2014, nous avons fait don de matériel radiographique au Gouvernement de Madagascar

## **11. Rassemblement des Frères Unis pour le développement socioculturel (RAFUDESC-Bénin)**

Statut consultatif spécial : 2014

### **Introduction**

Rassemblement des Frères Unis pour le développement socioculturel (RAFUDESC-Bénin) est une organisation non gouvernementale de droit béninois établie conformément à la loi de 1901 et est spécialisée dans la promotion et la protection des droits humains, dans la construction de la paix, dans le développement économique, social et dans la promotion culturelle. Elle est créée en juin 2004 et

enregistrée au Ministère de la sécurité publique et des collectivités locales sous le matricule n° 2006/0441/DEP-ATL-LITT/SG/SAG-ASSOC du 20 octobre 2006.

### **Objectifs**

Née dans la commune de Calavi plus précisément dans l'arrondissement de la ville de Godomey au Bénin, RAFUDESC-BÉNIN est portée par cette vision : « d'ici l'an 2030 les populations de cette partie du sud du Bénin en particulier et de la sous-région sud-sahélienne en général aient une vie décente, et vivent dans un environnement porteur d'un développement durable inclusif ». Pour réaliser cette vision, RAFUDESC-BÉNIN articule ses activités autour des quatre axes suivants :

- Promotion et protection des droits de l'homme.
- Promotion et construction de la paix sociale.
- Formation, initiation et la pose des bases d'un développement économique inclusif et durable au bénéfice des populations.
- Promotion et revalorisation de la culture dans l'aire d'intervention de RAFUDESC-BÉNIN.

### **Changements à signaler**

L'action de RAFUDESC-BÉNIN qui initialement est basée dans la commune de Godomey a vite fait déborder son cadre originel d'intervention au Bénin pour implanter des antennes dans les pays de la sous-région dans un souci de réplication. Ainsi est née l'antenne du Togo RAFUDESC-Bénin selon l'arrêté ministériel sous le matricule N° 0645/MATDCL-CAB. Les démarches sont en cours au Burkina Faso pour l'autorisation d'installation.

### **Contribution à des activités des Nations Unies**

Le 7 février 2014, RAFUDESC-BÉNIN organise une formation sur la lutte contre la corruption appuyée par la Fondation Akpeedeje pour les systèmes électoraux et administratifs à ses membres. (32 personnes). Le 14 décembre 2015, RAFUDESC-BÉNIN est sollicitée pour animer des sensibilisations à l'endroit des populations d'Abomey-Calavy.

### **Participation à des réunions organisées par les Nations Unies**

- Du 4 au 13 février 2015, participation à la 53<sup>ème</sup> session de la Commission du développement social (CSocD53) New York.
- Du 25 janvier au 3 février 2016, participation à la session régulière du Comité chargé des organisations non gouvernementales.
- Du 1<sup>er</sup> au 10 février 2016, participation à la 55<sup>ème</sup> session de la Commission du développement social (CSocD55).
- Du 14 au 16 juin 2016, participation à la 9<sup>e</sup> Conférence des États partis à la Convention relative aux droits des personnes handicapées, New York.
- Du 26 au 27 novembre 2016, participation à la Conférence mondiale sur le transport durable.

### **Coopération avec des entités du système des Nations Unies**

Aucune information fournie.

### **Initiatives prises par l'organisation pour soutenir les objectifs du millénaire pour le développement/objectifs de développement durable**

Le 25 mars 2015, RAFUDESC-BÉNIN appuie l'organisation non gouvernementale AFUDA sur les nouvelles méthodes de développement de l'agriculture et de l'élevage.

Le 20 juin 2015, RAFUDESC-BÉNIN, en partenariat avec l'organisation non gouvernementale Action G8 Afrique, organise une formation par la Boîte à Images au profit des Sourds muets.

Le 16 juin 2016, RAFUDESC-BÉNIN célèbre la Journée de l'enfant africain dans son centre de formation (Arts et métiers).

Il se dégage au terme de ce rapport une leçon fondamentale : RAFUDESC-BÉNIN a grandi et œuvre à contribuer à la réalisation des Objectifs de développement durable malgré ses ressources limitées. Également, RAFUDESC-BÉNIN se positionne comme un partenaire de référence des communautés.

---